

Fondation Paix Sur Terre/ RD CONGO

Appui au processus de paix et de démocratisation

61 bis, avenue Kinshasa, Makiso, Kisangani

R. D. CONGO

E-mail: fyangambi@hotmail.com

Telephone: +243 997 910 360

RAPPORT SUCCINCT D'ENQUETE SUR LES ALPC EN R.D. CONGO

1. EXPOSE DES FAITS

La Fondation Paix Sur Terre a mené sur terrain pendant la période allant de l'an 2002 à l'année 2010 une enquête sur terrain qui se poursuit de manière permanente en termes de monitoring et d'analyse.

Le présent résumé indique les principales tendances.

Notre enquête a relevé les constats suivants:

- multiplicité des organes officiels au sein des forces armées et de la police ayant en charge la gestion de la logistique
- diversité des magasins indépendants appartenant à des unités spécialisées directement placées sous la subordination des hommes forts du régime sans aucune coordination et échappant à tout contrôle et inventaire
- bureaucratie pléthorique et mal définie de l'administration en charge de la gestion de la logistique entraînant des conflits de compétence et d'autorité
- existence d'une administration parallèle de gestion de la logistique détenant une autorité effective de décision plus importante que la bureaucratie officielle
- gestion anarchique de la logistique caractérisée par une comptabilité désordonnée et mal tenue des stocks favorable à une gestion disparate et non contrôlée des magasins

- soustraction frauduleuse des cargaisons par des officiels avec la faveur de leur statut d'officiel pour l'approvisionnement du marché noir avec les groupes armés acheteurs
- soustraction frauduleuse des cargaisons des magasins officiels par des officiels sans la couverture de leur statut d'officiel à la faveur de la soustraction aussi frauduleuse opérée par les officiels usant de leur statut
- quasi-absence de coordination dans la gestion de la logistique aussi bien entre les forces armées et les forces de la police mais aussi au sein même des forces armées d'une part et des forces de la police d'autre part
- impossibilité d'un inventaire clair et mis à jour et absence de contrôle régulier des magasins aggravées par la non- maîtrise et l'inexistence d'inventaire global et fiable des logistiques disparates et éparpillées sur l'ensemble des régions militaires, des brigades, des bataillons et autres forces spéciales et unités combattantes.
- absence d'identification des armes et munitions réparties entre les différentes unités et bases logistiques entraînant l'impossibilité de la traçabilité des armes et munitions en circulation.

Cette enquête est réalisée sur l'ensemble du territoire congolais grâce à la collaboration des partenaires de la Fondation répartis sur l'ensemble du pays.

2. PRINCIPALES OBSERVATIONS

- les officiels des FARDC lancés dans la course à l'enrichissement facile et rongés par la corruption généralisée de tout l'appareil de l'Etat considèrent les cargaisons sous leur gestion comme de la marchandise ordinaire à vendre pour gagner de l'argent
- l'enrichissement fulgurant et rapide de plusieurs officiers est le résultat de ce commerce mafieux au marché noir qu'ils approvisionnent

- l'utilisation de certaines catégories sociales dont les biens ne sont pas assujettis au contrôle des services publics compétents tels des regroupements des personnes vivant avec handicap physique ou des commerçants d'apparence respectable pour faciliter la circulation et le transport des cargaisons litigieuses
- à la faveur des autorités publiques concernées, la création et la mise en œuvre de programmes non gouvernementaux de traitement de la problématique des armes, utilisés par les officiers publics comme mécanisme de récupération des armes auprès des populations avant leur réinjection dans le marché noir
- la falsification des données disponibles par l'administration compétente occultant la réalité aux fins de la consommation des partenaires internationaux.

3. PARTIE CONFIDENTIELLE

- notre enquête comporte une partie confidentielle qui indique les noms et fonctions des principaux officiers des forces armées et de la police qui ont la plus forte participation à ce marché noir
- ces officiers sont des officiers de très haut rang dans la hiérarchie de l'Etat
- l'implication de certains hommes d'affaires et autres personnalités du monde des ONG congolaises.
- participation à cette enquête des collaborateurs occasionnels de Paix Sur Terre, membres des forces armées et de police.

CONCLUSION PROVISOIRE

En définitive, il semble que les constats relevés par notre enquête et les observations qui en découlent fassent craindre que la stratégie conjointe de Kinshasa et des intervenants internationaux ne se fonde sur des données partiellement tronquées ou non suffisamment illustratives de la réalité du terrain.

Dans l'affirmative, le maintien de la paix et de la sécurité en RDC et dans toute la sous-région pourrait en pâtir.

Les évènements militaires en cours aux Nord et Sud Kivu avec en tête de liste Bosco Ntanganda semblent confirmer nos conclusions provisoires.

La fondation examine à présent la possibilité d'approfondir cette enquête en synergie avec le GRIP et le RAFAL.

Joyeuses Pâques à tous.

Fondation Paix Sur Terre

Me Firmin Yangambi